



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# Unissons nos forces pour plus d'impact

## Contributions des donateurs et des partenaires à l'action de l'UNESCO

- Assurer une éducation de qualité pour tous
- Mobiliser le savoir et la politique scientifique au service du développement durable
- Faire face aux nouveaux défis d'ordre éthique et social
- Promouvoir la diversité culturelle et le dialogue interculturel
- Edifier des sociétés du savoir inclusives grâce à l'information et à la communication

Secteur des Relations extérieures et de la Coopération  
Division de la coopération avec les sources de financement extrabudgétaires

**D**ans cette brochure, j'ai le plaisir de présenter un choix d'activités récentes exécutées par l'UNESCO avec ses partenaires à travers le monde.

Ces contributions sont essentielles pour assurer le succès de notre action et nous sommes fiers de les mettre en évidence dans cette brochure.

En unissant nos forces, non seulement nous renforçons les principaux objectifs et priorités des programmes de l'Organisation, mais nous aidons aussi nos partenaires à mettre en œuvre des stratégies en vue d'atteindre des objectifs communs.

Les activités présentées reflètent l'action des cinq secteurs qui définissent le mandat de l'UNESCO : éducation, sciences exactes et naturelles, sciences sociales et humaines, culture, communication et information, dans toutes les régions géographiques. Elles offrent une série d'exemples, de possibilités et d'opportunités de coopération – certains de très grande envergure, d'autres plus spécifiques – de manière à ce que chacun y trouve de l'intérêt.

J'espère que ces informations vous donneront un aperçu de la diversité et de la portée des possibilités de coopération que vous offre l'UNESCO.

Il nous faut travailler ensemble si nous voulons avoir un impact sur les défis mondiaux, tels que la préservation de notre diversité et de notre patrimoine culturels, la promotion du développement durable et du partage équitable des ressources de la Terre, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous, l'élimination de la pauvreté, l'accès à la science et à la technologie, la promotion de la tolérance et du dialogue, et l'édification de sociétés du savoir où chacun de nous s'investit.

Les bons partenariats sont ceux qui renforcent les valeurs partagées et développent un sentiment de dessein commun. Ils apportent des bénéfices mutuels, garantissent l'amplification de l'impact de l'action conjointe et favorisent la création de synergies. Je vous invite donc à devenir partenaire de l'UNESCO et je serai heureux de fusionner nos talents pour créer des projets et des activités qui répondent aux besoins et aux défis mondiaux, au bénéfice de tous.

**Ahmed Sayyad**

Sous-Directeur général pour les relations extérieures et la coopération

# Les partenaires de l'UNESCO : vue d'ensemble

“Pour que la stratégie de l'UNESCO se traduise effectivement dans la réalité, les ressources en sont la clé”

Koïchiro Matsuura,  
Directeur général  
de l'UNESCO

En tant qu'**institution spécialisée** du système des Nations Unies, l'UNESCO est financée par les contributions obligatoires de ses Etats membres. Cependant, pour optimiser son impact et son champ d'action, l'Organisation acquiert une grande partie de ses ressources de contributions volontaires (ou extrabudgétaires)

fournies par ses donateurs et partenaires.

Le volume des contributions volontaires versées à l'UNESCO a rapidement augmenté ces dernières années. Il dépasse de plus en plus le volume des fonds du **budget ordinaire** de l'Organisation. En 2007, ces contributions se sont élevées à 367 millions de dollars des Etats-Unis, à comparer aux 305 millions de dollars du budget ordinaire. Cela représente une augmentation par rapport aux fonds extrabudgétaires de 2005 et 2004 qui s'élevaient respectivement à 343 et 348 millions de dollars des Etats-Unis.

## Un groupe vaste et divers de donateurs et de partenaires

Les donateurs et partenaires de l'UNESCO représentent une communauté vaste et hétérogène, avec un large éventail de priorités, de procédures et d'approches individuelles. Globalement, l'UNESCO reçoit des contributions volontaires de près de 100 sources différentes durant une année donnée.

- Les donateurs gouvernementaux bilatéraux sont la source majeure de fonds extrabudgétaires pour l'UNESCO. Si la plupart de ces donateurs jouent un rôle actif dans le choix et le suivi des activités qu'ils financent, la programmation d'ensemble est conforme aux objectifs et priorités de l'UNESCO et mobilise tous ses services, au Siège et hors Siège. Les principaux partenaires de financement sont l'Arabie saoudite, la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège et la Suède.
- Le système des Nations Unies reste une importante source de financement pour l'UNESCO, en particulier, concernant la coordination, la sensibilisation, l'analyse et les conseils sur les politiques. L'UNESCO a reçu une aide considérable de la Fondation des Nations Unies, de l'ONUSIDA et aussi du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) par le biais du Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq, par exemple. L'UNESCO a également reçu, des contributions du Fonds des Nations Unie pour la sécurité humaine et du Fonds pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.
- Les banques multilatérales de développement (BMD) soutiennent des actions de développement au niveau régional, notamment des activités d'assistance technique et de sensibilisation. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque islamique de développement et le Fonds de l'OPEP pour le développement international figurent parmi les principaux donateurs individuels de fonds pour le développement dans les domaines de compétence de l'UNESCO. L'augmentation de la part des financements des BMD, allouée sous forme de dons, constitue une récente tendance significative.
- La Commission européenne (CE) est un autre donateur multilatéral et partenaire de coopération stratégique important. Les contributions de la CE ont augmenté ces dernières années. L'accent est mis, notamment, sur le soutien à l'Education pour tous, le renforcement des capacités statistiques dans les pays en développement, la promotion de la liberté de la presse et les programmes culturels et de développement.
- Le secteur privé – des sociétés multinationales aux petites et moyennes entreprises, y compris les fonds et fondations philanthropiques ainsi que les associations économiques et commerciales et les particuliers – est de plus en plus sensibilisé aux priorités de l'UNESCO et participe activement à l'exécution de ses activités. Cette collaboration vise à améliorer la sensibilisation et la visibilité au bénéfice des deux partenaires.

# Partenariats avec l'UNESCO : des bénéfices mutuels

En s'acquittant de sa mission au cours des six décennies écoulées, l'UNESCO a accumulé une expérience inestimable dans la coopération internationale. Elle a constitué des réseaux mondiaux à travers les frontières géographiques et culturelles et acquis un ensemble vaste et incomparable de réseaux et de partenariats.

L'UNESCO est aussi un laboratoire d'idées qui soutient l'innovation et un organisme normatif qui définit et aide à appliquer des règles et des normes internationales. En tant que centre d'échange d'information, l'Organisation s'emploie à rendre l'information mondialement accessible et à édifier des sociétés du savoir inclusives. Grâce à son expérience des approches et analyses comparatives, elle peut assumer des responsabilités en matière de suivi et de référence. Elle a la capacité de jouer un rôle de catalyseur de la coopération internationale en proposant des conseils sur les politiques et en soutenant la mise en œuvre des plans nationaux de développement.

A l'ère de la mondialisation, les valeurs et les fonctions de base de l'UNESCO sont plus pertinentes que jamais. En effet, elles s'avèrent nécessaires pour faire face aux défis mondiaux qui sont souvent interdisciplinaires et complexes par nature. Réduire la pauvreté, faire face aux impacts du VIH et sida, réagir face aux catastrophes naturelles, défendre les droits humains, préserver la diversité culturelle, réduire la fracture numérique et les disparités entre les sexes sont des exemples des questions contemporaines qui exigent une action globale et appellent une responsabilité collective. L'UNESCO offre une plate-forme permettant de réussir ces défis. Cela

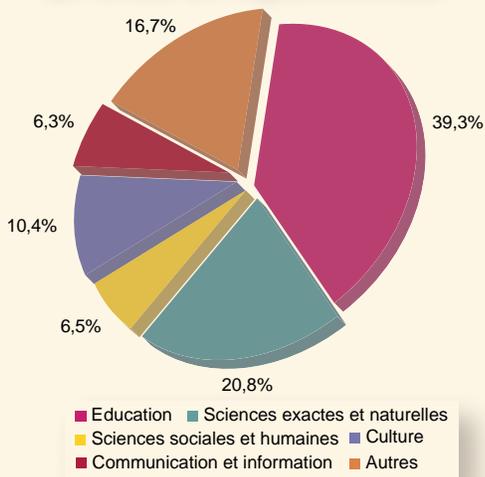
implique la mobilisation de partenariats qui rassemblent organisations internationales, réseaux, secteur public et secteur privé.

Cette diversité croissante des partenariats a considérablement accru la flexibilité et l'efficacité de l'UNESCO. Simultanément, elle a aidé tous les partenaires à étendre la portée de leurs activités et à en élargir l'impact. En conséquence, le volume des contributions des donateurs et partenaires a constamment augmenté.

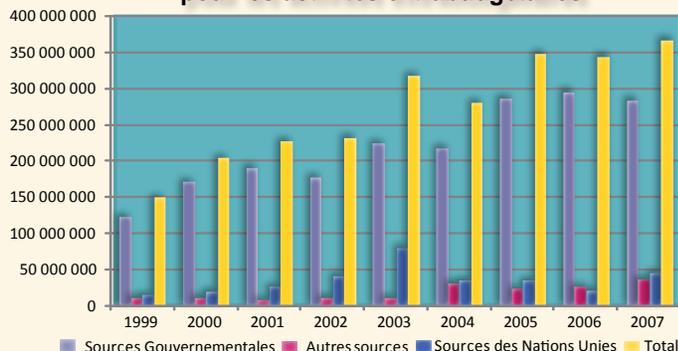
La visibilité de l'UNESCO et de ses partenaires dépend, en large partie, de leur action commune et de leur aptitude à concrétiser cette action en projets et activités réalistes.

En tant qu'institution spécialisée du système des Nations Unies, l'UNESCO contribue à l'édification de la paix, à la réduction de la pauvreté, au développement durable et au dialogue interculturel par l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information.  
(Énoncé de la mission de l'UNESCO)

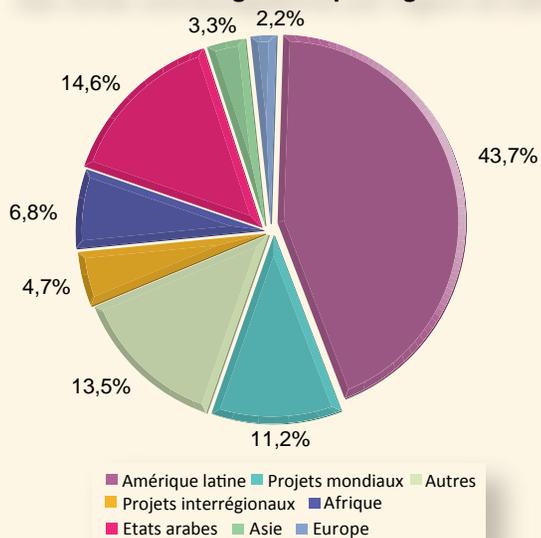
### Répartition des fonds extrabudgétaires par Secteur de Programme en 2007



### Evolution des contributions volontaires pour les activités extrabudgétaires



### Répartition géographique des fonds extrabudgétaires par région en 2007



Assurer une éducation  
de qualité pour tous

# Education Education

**Dans le domaine de l'éducation, la première priorité de l'UNESCO est de soutenir les efforts déployés autour du monde pour réaliser l'Éducation pour tous (EPT) au sens le plus large, à tous les niveaux et tout au long de la vie, ainsi que pour améliorer la qualité de l'éducation et de la formation des enseignants. En tant qu'institution chef de file pour la coordination de l'action concernant l'EPT, l'UNESCO soutient les pays dans la mise en œuvre des programmes d'EPT et mobilise des partenaires pour faire de l'EPT une réalité.**

## AFRIQUE

### ■ Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne

L'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA) est un programme décennal (2006-2015) destiné à aider les pays africains à améliorer la formation des enseignants en élaborant à leur égard des politiques nationales de formation plus efficaces et mieux appropriées.

Les activités mises en place dans le cadre de la TTISSA ont été généreusement financées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux de l'UNESCO par le biais du programme multidonateurs de renforcement des capacités au service de l'Éducation pour tous (CapEFA). Les activités de la TTISSA comprennent, à titre d'exemple, l'examen et la standardisation de la politique de formation des enseignants, des structures et des programmes destinés aux enseignants du primaire et à ceux des matières techniques, scientifiques et

professionnelles en Sierra Leone. L'UNESCO a aidé les établissements d'enseignement africains à résoudre leurs difficultés en matière de recrutement et de gestion. Elle a, par exemple, introduit un programme ouvert d'apprentissage à distance de 12 mois pour le perfectionnement professionnel de quelque 3 700 enseignants du primaire et de l'éducation de base déjà en fonctions.



©Photo Banque mondiale : Curt Camemark

### ■ Enseignement technique et professionnel au Nigéria

Dans le cadre d'un arrangement autofinancé conclu avec le Nigéria et grâce à une contribution volontaire du Japon, l'UNESCO aide le Nigéria à mettre sur pied un système de perfectionnement continu des enseignants de la formation techniques et professionnels (EFTP), en vue de réviser et d'actualiser les programmes d'EFTP des collèges techniques et des instituts polytechniques. Ce projet prévoit également l'introduction des TIC et de la formation à l'entrepreneuriat dans le système d'EFTP.

Les principales activités et réalisations de la Phase I de ce projet sont, entre autres, les suivantes :

- ▶ Etablissement du Centre national de l'enseignement technique et de 7 centres régionaux de perfectionnement du personnel.
- ▶ Formation des équipes de base (84 formateurs) et de plus de 5 000 enseignants des



©Photo UNESCO : Sam Dhillon

# Education

Assurer une éducation  
de qualité pour tous



©Photo Banque mondiale : Curt Camemark

## Renforcement des capacités au service de l'Éducation pour tous (CapEFA)

Le Programme CapEFA est un programme extrabudgétaire d'assistance technique dans le cadre duquel les donateurs peuvent mettre en commun leurs contributions volontaires pour soutenir des activités nationales de renforcement des capacités et des activités en amont dans des domaines hautement prioritaires du développement de l'éducation. Ce programme est centré sur les actions de formation des enseignants (TTISSA) et sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle (LIFE) à travers des programmes de pays de deux ans en Afrique, en Asie et dans les Etats arabes. Grâce à ses actions au niveau des pays, l'UNESCO s'efforce de garantir le respect des normes internationales de la formation des enseignants et de l'éducation non formelle lors de la planification et la mise en œuvre des politiques, sans affecter l'efficacité et l'exécution des projets dans les contextes nationaux actuels. Ce programme est soutenu financièrement par les gouvernements du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse.

voies techniques, représentant plus de 40 % des enseignants du domaine technique au Nigéria.

- ▶ Actualisation et examen des programmes d'EFTP des collèges techniques et des instituts polytechniques dans divers domaines comme l'ingénierie, le commerce, les sciences, le tourisme, ainsi que finalisation et mise en œuvre des programmes d'enseignement pour 57 programmes.
- ▶ Production et distribution des nouveaux programmes d'enseignement sur CD au Nigéria et dans d'autres pays.

## ■ Analyse du secteur de l'éducation : le Pôle de Dakar

Créé par le biais d'un partenariat entre le Ministère français des affaires étrangères et l'UNESCO, le Pôle d'analyse sectorielle de Dakar fournit une expertise en matière d'analyse du secteur de l'éducation aux pays africains et à leurs partenaires à tous les stades de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs politiques d'éducation. Le Pôle de Dakar renforce les capacités du Bureau régional d'éducation pour l'Afrique (BREDA) de l'UNESCO dans les domaines de l'analyse statistique et de la planification de l'éducation,

dans le cadre du mandat du BREDA concernant le suivi des indicateurs de l'Éducation pour tous en Afrique.

Avec l'aide de la France et de la Banque mondiale, le Pôle de Dakar cible trois domaines : le travail sectoriel de pays, tel que les évaluations diagnostiques, le soutien à la stratégie et la programmation nationales, le renforcement de la gestion des systèmes éducatifs ; le suivi des objectifs de l'EPT en Afrique au moyen de rapports annuels sur la situation de l'éducation en Afrique ; enfin, le renforcement des capacités dans les activités du secteur de l'éducation, notamment l'apprentissage à distance et les notes méthodologiques.

## ASIE et PACIFIQUE

### ■ Centres d'apprentissage communautaires

Les centres d'apprentissage communautaires (CAC) visent à susciter l'intérêt et l'engagement de la population pour l'alphabétisation et une participation aux activités d'éducation permanente. Ils desservent les communautés, les adultes, les jeunes et les enfants de tous âges, et fonctionnent comme centres d'apprentissage polyvalents, répondant aux besoins locaux. Grâce à l'alphabétisation et aux autres activités éducatives, les CAC incitent les individus à participer à toutes les formes d'apprentissage qui représentent des véhicules d'acquisition d'informations, de connaissances et de compétences indispensables au développement humain.

Avec l'aide du gouvernement japonais, le Programme Asie-Pacifique d'éducation pour tous (APPEAL) de l'UNESCO promeut les CAC et collabore avec 22 pays de la région Asie-Pacifique en vue de développer ces centres. Des pays d'autres régions, tels que l'Égypte, le Maroc et la



©Photo Unesco : Yannick Jooris



Tanzanie, ont inclus les CAC dans leurs projets LIFE (L'alphabétisation : savoir pour pouvoir). La Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012) met aussi l'accent sur la « participation communautaire » en tant que domaine d'action essentiel et encourage l'établissement de CAC.

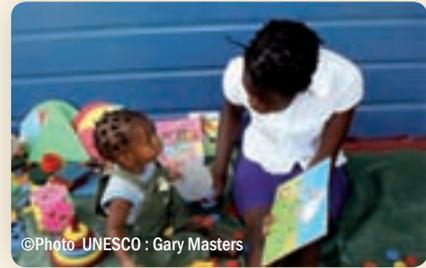
### ■ VIH et sida : l'éducation est cruciale

Un certain nombre de projets extrabudgétaires sont exécutés avec l'aide de partenaires sous l'égide de l'ONUSIDA. Il s'agit d'une initiative de l'ONUSIDA conduite par l'UNESCO qui aide les pays à mettre sur pied des programmes d'éducation complets et de grande ampleur sur le VIH et sida. Par exemple, le projet « Mitigation de la crise du VIH et sida par l'éducation » a été exécuté par l'UNESCO et financé par le Fonds de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) pour le développement international. Ce projet fournit une aide conjointe du Fonds de l'OPEP et de l'UNESCO à l'Afghanistan, au Bangladesh, au Cambodge, à la Chine, à la Jordanie, au Kazakhstan, au Liban, à la RDP Lao, à la Syrie, à la Thaïlande et au Viet Nam. Cette action est un complément aux efforts en cours par des initiatives et des partenariats ciblés qui visent à renforcer l'éducation préventive par des voies formelles et non formelles, dont les écoles, les médias et le plaidoyer.

## AMERIQUE LATINE et CARAIBES

### ■ Evaluation de la qualité de l'éducation

Le Laboratoire latino-américain d'évaluation de la qualité de l'éducation (LLECE) est un réseau créé pour appuyer la mise en place et assurer l'efficacité des systèmes nationaux d'évaluation de la qualité de l'éducation. Il promeut l'évaluation de la qualité de l'éducation dans 17 pays de la région, et diffuse des informations sur les acquis d'apprentissage des élèves et les facteurs qui influencent ces acquis.



Avec l'aide de la Banque mondiale et du gouvernement espagnol, le LLECE conduit actuellement la deuxième Etude comparative et explicative régionale (SERCE) destinée à aider les équipes nationales dans leurs recherches sur l'apprentissage des élèves. Une des priorités du Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC) est précisément de préserver et de renforcer les modalités qui permettent d'évaluer la qualité et l'équité de l'éducation dans la région.



## EUROPE

### ■ Combattre la fuite des cerveaux

Un des objectifs de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation est de renforcer les capacités des établissements d'enseignement supérieur de façon qu'ils puissent mieux répondre aux besoins locaux. Hewlett-Packard a apporté le financement initial pour un programme de lutte contre le phénomène de la fuite des cerveaux en Europe du Sud-Est – Tester des solutions pour enrayer la fuite des cerveaux – qui vise à donner aux laboratoires universitaires et aux centres de recherche de la région les moyens de collaborer avec les chercheurs et les spécialistes autour du monde. Cette initiative a ensuite été reprise en Afrique.



# Éducation

Assurer une éducation  
de qualité pour tous

La plate-forme numérique UNESCO/Hewlett-Packard en Europe du Sud-Est et en Afrique s'emploie essentiellement à favoriser un environnement d'excellence académique et d'entrepreneuriat en lançant une « diaspora numérique », en prévoyant des incitations pour le retour des migrants dans leur pays d'origine et en assurant des conditions qui favorisent leur mobilité ou leur réintégration. Elle offre aux étudiants qui sont susceptibles d'émigrer l'opportunité de rester en contact avec les chercheurs et spécialistes faisant autorité dans leur domaine, principalement en ayant accès aux bibliothèques étrangères et la possibilité de coopérer avec leurs concitoyens à l'étranger.



©Photo UNESCO : Elizabeta Lazovska

## ■ Soutien psychologique aux écoliers et aux enseignants

Les traumatismes psychologiques subis par les enfants tchétchènes de longues années durant exigent une intervention immédiate et à long terme. Cette situation requiert une réhabilitation psychosociale directe et une formation des professionnels tchétchènes dépourvus, souvent, des connaissances et compétences professionnelles nécessaires. Pour résoudre ces problèmes, le Bureau de l'UNESCO à Moscou, avec la coopération de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et un financement du Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, met en œuvre le projet « Renforcement des capacités de réhabilitation psychologique, pédagogique et médico-sociale intégrée des écoliers et des personnels d'éducation en République Tchétchène (Fédération de Russie) ». L'objectif est d'améliorer le bien-être physique et mental d'écoliers, du corps enseignant et de membres des personnels sélectionnés de façon qu'ils puissent être réintégrés dans le système éducatif formel. Ce projet est une des quatre composantes de l'initiative de l'UNESCO « Restauration du système éducatif en République Tchétchène, (Fédération de Russie) ».

## ÉTATS ARABES

### ■ Soutien à l'enseignement supérieur palestinien

Grâce à l'initiative du Comité saoudien pour l'aide au peuple palestinien (SCFRPP), l'UNESCO a pu soutenir l'enseignement supérieur palestinien. Le projet « Œuvrer en faveur d'un mécanisme de financement équitable et efficace pour l'enseignement supérieur palestinien » (septembre 2005-avril 2007) a procuré une aide d'urgence à court terme pour l'année universitaire 2005-2006 et développé une coopération à plus long terme. Le projet a notamment fourni une aide directe, sous forme d'allocations, à 11 universités palestiniennes, des bourses à des étudiants inscrits dans 11 universités et 23 collèges universitaires. Finalement, il a apporté une assistance technique au Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur pour la mise en œuvre d'un nouveau mécanisme d'aide financière qui garantit l'égalité d'accès des étudiants palestiniens à l'enseignement supérieur, une utilisation efficace des ressources et une gestion efficace.



©Photo UNESCO : Robert E. Sullivan

## SITUATIONS DE POST-CONFLIT et D'URGENCE

### ■ Réhabilitation du système éducatif en Iraq

Un fonds d'affectation spéciale multidonateurs a été établi pour surmonter la crise en Iraq. Le PNUD est responsable de sa gestion générale et transmet les fonds aux autres organismes des Nations Unies afin que chacun entreprenne

# Education

Assurer une éducation  
de qualité pour tous



©Photo USAID : Iraq

les projets relevant de son domaine spécifique de compétence. L'UNESCO est chargée de l'exécution de larges projets d'éducation, dont :

- ▶ formation de formateurs pour développer les compétences du corps enseignant et parvenir ainsi à améliorer la qualité de l'éducation, en particulier grâce à l'organisation d'ateliers

de formation des enseignants et l'élaboration de contenus de ces activités ;

## Le Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC)

Le Centre UNESCO-UNEVOC aide les Etats membres à renforcer et améliorer leurs systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Ses objectifs spécifiques comprennent l'aide aux Etats membres pour améliorer l'EFTP et l'intégrer dans leurs efforts d'ensemble en faveur de l'Education pour tous, ainsi que la promotion de l'alignement de l'EFTP sur les principes du développement durable. Dans ses activités, le Centre UNESCO-UNEVOC donne la priorité à ceux qui ont les plus grands besoins : dans les pays en développement, dans les économies en transition et dans les pays sortant d'un conflit. Le gouvernement allemand aide le Centre en couvrant une partie de ses dépenses opérationnelles et en finançant des projets.

- ▶ alphabétisation et développement des compétences nécessaires dans la vie courante ;

▶ apprentissage à distance (par exemple, production et diffusion des programmes télévisuels et éducatifs par satellite à l'intention des réfugiés et des personnes déplacées dans leur pays) ;

▶ renforcement des capacités durables au sein du Ministère de l'éducation iraquien en vue de l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC) ;

▶ amélioration de la qualité et de la pertinence de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels ; et

▶ mise en place d'un système d'information sur la gestion de l'éducation avec le Ministère de

l'éducation et le Département d'éducation pour appuyer la prise de décisions éclairées.

## Le Fonds international pour l'enseignement supérieur en Iraq

Le Fonds international pour l'enseignement supérieur en Iraq a été établi grâce à un don de la Fondation du Qatar à l'UNESCO pour subvenir aux besoins les plus pressants des établissements iraquiens d'enseignement supérieur. Il assure le renforcement des capacités par la formation continue des enseignants universitaires (des bourses sont accordées pour des formations de courte durée dans des universités étrangères d'accueil). Il prévoit également la fourniture de matériel d'ingénierie et de matériels éducatifs aux universités. Enfin, il fonctionne en étroite coopération avec le Ministère iraquien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

## PROJETS GLOBAUX

### EDUSIDA : une réponse éducative globale au VIH et sida

Conduite par l'UNESCO, avec la collaboration des parties prenantes clés, EDUSIDA - l'Initiative mondiale sur l'éducation, le VIH et sida - soutient les efforts nationaux de lutte contre le VIH et sida, en aidant les gouvernements et autres parties prenantes clés à mettre en œuvre des programmes d'éducation complets et de grande ampleur concernant le VIH et sida. Le secteur de l'éducation de l'UNESCO est pleinement engagé dans cette mission, Il participe



©Photo USAID : Ben Barber

# Education

Assurer une éducation  
de qualité pour tous

activement aux solutions nationales face à l'épidémie. Pour renforcer les réponses des secteurs nationaux d'éducation au VIH et sida dans plusieurs Etats membres, les activités et projets élaborés dans le cadre d'EDUSIDA ont été soutenus par les donateurs bilatéraux et multilatéraux de l'UNESCO ainsi que par des fondations privées.

## ■ Des statistiques au service de l'éducation

L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) a été créé pour favoriser une culture de politiques fondées sur les faits, tant au niveau national qu'au niveau international, par la collecte et l'utilisation de données de grande qualité et fournies en temps utile sur l'éducation, la science et la technologie, la culture et la communication. En effet, il est difficile de disposer d'une base solide pour la planification et l'élaboration de politiques sans de telles informations.

Les activités de l'ISU ont attiré un appui substantiel de la part des partenaires de l'UNESCO. Le soutien de la Banque mondiale au Programme mondial sur les indicateurs de l'éducation, pour mesurer l'état actuel de l'éducation dans le monde, en est un exemple. Résultat de la collaboration entre l'ISU et l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), ce programme met au point des indicateurs de l'éducation avec les coordonnateurs nationaux de 19 pays à revenu intermédiaire où se concentre plus de 70 % de la population mondiale.

Afin de renforcer la capacité des systèmes nationaux d'information statistique des Etats membres en matière de formulation des politiques, de planification, de suivi et d'évaluation dans le domaine de l'éducation – en particulier, dans le contexte de l'EPT, le projet « Développer les capacités statistiques nationales de suivi de l'Education pour tous » est entrepris par l'ISU en

partenariat avec la Commission Européenne. Un autre projet sur le renforcement des capacités et des outils analytiques des systèmes nationaux de statistiques au service de l'EPT est soutenu par le gouvernement japonais.

## Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous

L'UNESCO, étant l'institution chef de file du système des Nations Unies pour l'éducation, son programme ordinaire accorde la première priorité à la réalisation de l'Education pour tous d'ici à 2015. Pour appuyer cet effort, onze donateurs bilatéraux contribuent au Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous.

Depuis sa première édition, le Rapport mondial annuel de suivi sur l'Education pour tous est devenu la référence majeure sur les progrès accomplis vers la réalisation des six objectifs de l'éducation adoptés en 2000. Le rapport, rédigé par une équipe de recherche indépendante, vise à éclairer et influencer l'éducation et la politique d'aide au développement. Il offre un examen fondé sur les faits, les progrès réalisés et une analyse équilibrée des défis majeurs auxquels sont confrontés les pays. Cette publication établit un agenda de réforme ambitieux.

A ce jour, six rapports ont été publiés: un examen d'ensemble des progrès (2002), le genre (2003/4), la qualité (2005), l'alphabétisation (2006) et la protection et l'éducation de la petite enfance (2007). Le rapport 2008 présente une analyse en profondeur des changements intervenus à mi-chemin pour atteindre ces objectifs. Le rapport 2009 examinera la gouvernance et le financement des systèmes éducatifs.

Le programme de sciences exactes et naturelles de l'UNESCO est un laboratoire pour l'innovation et une plate-forme pour l'échange scientifique, mobilisant le savoir et la politique scientifiques au service du développement durable, de la gestion rationnelle des ressources naturelles et du renforcement des capacités.

Il se concentre particulièrement sur les sciences fondamentales et l'énergie, la préparation aux catastrophes et leur mitigation, la technologie et l'innovation, ainsi que sur la gestion de l'eau.

Il entreprend nombre de ses activités au moyen de réseaux et de partenariats.

## AFRIQUE

### ■ Création de réseaux d'information océanographique en Afrique

Le Réseau de données et d'information océanographiques pour l'Afrique - ODINAFRICA - rassemble plus de 40 organismes spécialisés dans les océans dans 25 pays africains appartenant à la Commission océanographique intergouvernementale (COI). Il est financé par le gouvernement flamand (Belgique).

Le but d'ODINAFRICA est de permettre aux pays africains l'accès aux données océanographiques disponibles dans la littérature scientifique localement ainsi que dans d'autres centres de données et d'acquérir des compétences pour bénéficier de ces informations. Un objectif connexe est de mettre en place une infrastructure pour archiver, analyser et diffuser les données et les résultats.



Aujourd'hui, ODINAFRICA assure aussi une formation dans ces domaines auprès des étudiants africains.

Chacun des organismes participants a mis au point une série de données et d'informations disponibles sur le site web du projet : <[www.odinafrica.org](http://www.odinafrica.org)>.



ODINAFRICA collabore aussi avec d'autres programmes et organismes en vue de consolider le réseau africain d'observations côtières en installant et perfectionnant des marégraphes en divers lieux au Congo, à Djibouti, au Ghana, au Kenya, à Maurice, au Mozambique, aux Seychelles et en Tanzanie. D'autres installations et améliorations sont prévues au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Egypte, à Madagascar, au Maroc et au Sénégal.

### ■ La biodiversité dans les réserves de biosphère des zones arides en Afrique de l'Ouest

Les sociétés humaines et leurs interactions avec la nature sont au centre de ce programme régional multipartenaires du Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB). Il est cofinancé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Ce programme cible l'utilisation durable de la biodiversité dans six réserves de biosphère de zones arides en Afrique de l'Ouest.

Il vise à réduire les pressions sur l'environnement en proposant des alternatives économiques aux communautés mitoyennes aux réserves et en ayant recours à des méthodes proposées par les sciences sociales. Six pays d'Afrique de l'Ouest participant au projet ont chacun proposé une réserve de biosphère sur leur territoire : Pendjari

# Sciences exactes et naturelles

Mobiliser le savoir et la politique scientifiques  
au service du développement durable

(Bénin), Mare aux Hippopotames (Burkina Faso), Comoé (Côte d'Ivoire), Boucle du Baoulé (Mali), région « W » (Niger) et Niokolo Koba (Sénégal). Ces réserves représentent un sous-réseau régional qui permet d'échanger expériences et idées. Le programme s'est fixé trois grands objectifs : améliorer la compréhension des interactions « sociétés-savanes » grâce à la recherche appliquée, assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, et renforcer les capacités scientifiques et techniques des individus et des institutions dans chaque réserve de biosphère.

## ASIE et PACIFIQUE

### ■ Gestion durable des terres arides marginales

Les terres arides sont particulièrement vulnérables aux pressions climatiques et humaines. Elles représentent, cependant, certaines des réserves terrestres les plus étendues au monde et les plus riches en ressources naturelles. L'accroissement de leur productivité, qui s'avère indispensable avec l'augmentation de leur population, devrait se réaliser dans le respect des pratiques de conservation de l'environnement tout en apportant les moyens nécessaires à l'amélioration de l'existence des habitants.

Nombre de terres arides se situent dans les « pays les moins avancés » pour lesquels l'élimination de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement sont une priorité majeure. C'est pourquoi l'UNESCO aide les scientifiques de ces pays à concevoir des solutions pour la gestion durable de leurs ressources naturelles. Elle apporte aussi des matériels d'éducation aux écoles, ainsi que des informations utiles à l'élaboration des politiques aux décideurs, dans le but de minimiser la dégradation des terres et la désertification. Le projet sur la gestion durable des terres arides marginales (SUMAMAD), financé par le gouvernement flamand (Belgique), est

un projet international de recherche entrepris dans les Etats arabes et en Asie.

Le projet utilise une approche harmonisée de 9 sites d'étude choisis pour comparer les résultats et échanger les connaissances entre les pays. Des scientifiques de Belgique, de Chine, d'Egypte, d'Iran, de Jordanie, d'Ouzbékistan, du Pakistan, de Syrie et de Tunisie collaborent à ce projet.



©Photo UNESCO : Sisavang Sissombat

### ■ Recherche à l'appui de la gestion durable de l'environnement en Chine

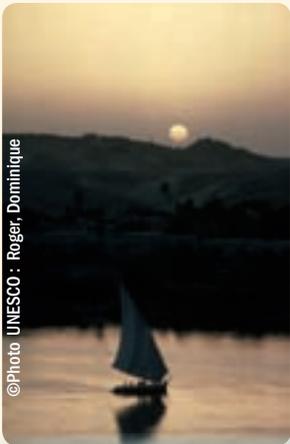
Le projet Recherche écologique à l'appui de la gestion durable de l'environnement en Chine (ERSEC) est une initiative de coopération entre le Ministère allemand de l'éducation et de la recherche (BMBF), le Bureau de l'UNESCO à Beijing et le Ministère de l'éducation de la République populaire de Chine. Les principaux objectifs du projet sont de renforcer l'impact des résultats de recherche sur l'élaboration des politiques en Chine et de développer la coopération sino-allemande grâce à diverses initiatives concernant la gestion durable et la protection de l'environnement.

Si le ERSEC n'est pas centré sur la recherche, il fait office de projet pilote par rapport aux initiatives bilatérales de recherche environnementale. Il offre aux experts une plate-forme d'échanges interdisciplinaires avec d'autres scientifiques et organismes institutionnels. A travers ces échanges, ERSEC entend encourager davantage de scientifiques à s'impliquer dans des études écologiques et à garantir que les résultats de recherche soient pris en considération dans les processus décisionnels en Chine.



SUMAMAD

©Photo SUMAMAD



### **FRIEND-Nile pour une meilleure gestion du bassin du fleuve**

Le projet FRIEND-Nile (FN), financé par le gouvernement flamand (Belgique), vise à améliorer la gestion internationale du bassin du fleuve Nil grâce à une meilleure coopération scientifique entre les pays riverains du Nil en vue d'optimiser la gestion des ressources en eau et l'analyse régionale des régimes hydrologiques. C'est un bon modèle de coopération Sud-Nord et Sud-Sud car il représente une plate-forme d'échange d'expériences et de connaissances hydrologiques entre chercheurs et scientifiques des pays riverains du Nil et de la communauté flamande. Le projet renforce les capacités institutionnelles et techniques des instituts participants et des équipes de chercheurs concernés par le développement de nouveaux outils, technologies, méthodologies et logiciels.

## **AMERIQUE LATINE et CARAIBES**

### ■ **Soutien au développement durable dans la zone semi-aride du Brésil**

Dans le cadre d'un prêt de la Banque mondiale, l'UNESCO a collaboré étroitement avec le Ministère de l'intégration nationale du Brésil à un projet pour accroître l'approvisionnement en eau potable de bonne qualité en soutenant la coordination et la gestion d'un sous-programme de développement durable des ressources d'eau de la zone semi-aride du Brésil. Les actions menées comprennent des campagnes d'éducation qui ciblent les consommateurs et qui soutiennent la gestion de systèmes d'approvisionnement durables pour les communautés rurales, la décentralisation de l'administration, le fonctionnement et la maintenance de systèmes simplifiés d'approvisionnement en eau pour les petites communautés.

## **EUROPE DU SUD-EST**

### ■ **Formation régionale pour le bassin de l'Adriatique et de la mer Ionienne**

Pour améliorer les conditions du développement durable dans la région des Balkans, des programmes d'éducation environnementale, doivent être conçus à l'échelle régionale et renforcer les capacités de gestion de l'environnement.

Le projet régional de formation pour le bassin de l'Adriatique et de la mer Ionienne, appelé Education environnementale pour un développement durable (EEDD) vise à élaborer, tester, valider et diffuser de nouvelles méthodes d'éducation, en particulier des modules d'éducation sur place et



distance, ainsi que des actions intensives sur le terrain, à travers le réseau de réserves de biosphère du Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère (MAB) et les sites du patrimoine mondial en Europe du Sud-Est, par exemple. La formation est conduite par des praticiens expérimentés travaillant dans des programmes environnementaux.

Le projet EEDD, qui est financé par le Ministère italien des affaires étrangères, est exécuté dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est et en partenariat avec l'Université de Sarajevo, l'Université de Bologne et l'Istituto per l'Europa Centro-Orientale et Balcanica (IECOB) de Forlì.

## **ETATS ARABES**

### ■ **Réseau du Campus virtuel Avicenne**

Le Réseau du Campus virtuel Avicenne constitue, aujourd'hui, un modèle de formation en ligne de qualité destinés aux enseignants et aux étudiants. Il emploie les technologies de l'information et de la communication au service de l'éducation et de la formation ainsi que pour mettre en commun des compétences, des ressources et des résultats de recherche entre les universités. Coordinné par l'UNESCO et financé par la Commission européenne par le biais de son programme euro-méditerranéen (EUMEDIS), le réseau Avicenne, lancé en novembre 2002 pour réduire la fracture numérique de l'enseignement supérieur autour du bassin de la Méditerranée, est désormais autonome.

Les raisons du succès du projet résident dans les cinq piliers sur lesquels il repose : organisation,

# Sciences exactes et naturelles

Mobiliser le savoir et la politique scientifiques  
au service du développement durable



©Photo UNESCO: Gattoni, Francisco

éducation, technologie, questions juridiques (propriété intellectuelle et droit d'auteur) et contrôle de la qualité. Les réalisations spécifiques du projet comprennent :

- ▶ La mise en place de centres Avicenne d'apprentissage en ligne dans 14 pays de la région méditerranéenne (Algérie, Chypre, Egypte, Espagne, France, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie) et d'un centre au Royaume-Uni ;
- ▶ La création de la Bibliothèque virtuelle Avicenne commune aux partenaires du réseau ;
- ▶ La mise en œuvre d'un système de contrôle de la qualité en ligne ;
- ▶ La formation de 981 enseignants et tuteurs à la méthodologie de la production de cours en ligne ;
- ▶ La production de 206 modules d'apprentissage en ligne (de 20 heures chacun) ;
- ▶ L'inscription de 140 416 étudiants ;
- ▶ L'organisation de 80 séminaires ;
- ▶ La production de 6 films ; et
- ▶ La participation de 1 500 étudiants aveugles à des cours en ligne spécialement adaptés à leurs besoins.

## CATASTROPHES NATURELLES et SITUATIONS D'URGENCE

### ■ Systèmes d'alerte rapide aux tsunamis

Cette initiative multipartenaires et multi-donateurs a été lancée en janvier 2005 afin de mobiliser les efforts et les ressources pour établir un système d'alerte rapide aux tsunamis dans la région de l'océan Indien. Elle est coordonnée par le Secrétariat inter-institutions des Nations Unies pour la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. La Commission océanographique intergouvernementale (COI)

de l'UNESCO, organisme des Nations Unies chef de file pour la mise en place du Système de mitigation et d'alerte aux tsunamis dans l'océan Indien (IOTWS), a mobilisé un soutien national et régional pour la mise en œuvre du système. Elle a fourni sa structure de gouvernance tout en coordonnant l'expertise technique et la formation dans la région.

Les deux composantes principales du projet sont la mise en place du système d'alerte et de dispositions pour contrer de telles situations. Le projet promeut un « système d'alerte rapide centré sur les individus », mettant l'accent sur (i) la connaissance des risques, à savoir la connaissance préalable des risques encourus par les communautés ; (ii) le service de surveillance et d'alerte ; (iii) la communication et la diffusion d'alertes compréhensibles aux populations menacées ; et (iv) la capacité de réaction et la préparation à l'action.

Les activités exécutées par l'UNESCO pour ce projet comprennent :

- ▶ Deux réunions internationales de coordination pour la mise en place d'un Système de mitigation et d'alerte aux tsunamis dans l'océan Indien, organisées respectivement en France et à Maurice ;
- ▶ Des cours de formation et une aide à l'établissement de systèmes nationaux de mitigation, d'alerte et d'évaluation des tsunamis ;
- ▶ La diffusion de brochures pour promouvoir la sensibilisation et les mesures à prendre ;
- ▶ Le soutien aux activités nationales de sensibilisation et de préparation, en particulier au moyen d'un dossier d'information ;
- ▶ L'établissement du noyau opérationnel du Système mondial d'observation du niveau de la mer (GLOSS).



©Photo UNESCO - Torben Brandt

# Sciences exactes et naturelles

Mobiliser le savoir et la politique scientifiques  
au service du développement durable

## ■ Projet de réhabilitation suite au séisme en Indonésie

L'île de Nias dans la province du Nord-Sumatra (Indonésie) a subi des dégâts considérables et des pertes de vies humaines à la suite du tsunami de décembre 2004 et du séisme qui l'a frappée en mars 2005. Ces catastrophes naturelles ont suscité des activités de secours sans précédent. Les organisations internationales ont forgé des partenariats avec les autorités locales pour aider les survivants ainsi que dans le but de promouvoir le développement durable de l'île tout en préservant son précieux patrimoine culturel qui offre un riche mélange de paysages

culturels, d'habitats traditionnels, d'architectures remarquables et d'artisanat original.

Dans le cadre du Programme conjoint des Nations Unies et du Programme de réaction d'urgence et de relèvement provisoire d'Aceh-Nias (ERTR) du PNUD, l'UNESCO a lancé un projet pilote de développement du tourisme culturel à Nias. Il vise à protéger le patrimoine culturel de l'île aussi bien qu'à favoriser son développement durable. Les principales activités du projet sont centrées autour de la mise en place d'un forum communautaire (Adat) pour le patrimoine culturel à Bawomataluo, d'une formation aux métiers traditionnels de sculpture du bois et de la pierre, de tissage nipah, d'orfèvrerie, et des exercices de cartographie des ressources culturelles. Des cours sur le patrimoine culturel ont été dispensés dans les écoles. Des interprètes et des guides des sites ont été formés. Ces activités sont menées en coopération avec l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI).



« Je suis heureux de voir mis en valeur le rôle des femmes dans la science, en particulier dans les sciences de la vie. L'engagement d'une grande entreprise comme L'Oréal au côté d'une organisation comme l'UNESCO est emblématique des partenariats que nous pouvons forger avec le secteur privé. Un projet de coopération comme celui-ci conduit à faire progresser non seulement la science mais également la société. »

Koïchiro Matsuura,  
Directeur général de l'UNESCO

## PROJETS GLOBAUX

### ■ Pour les femmes et la science

La coopération de l'UNESCO avec L'Oréal a commencé en 1998. Depuis lors, elle est devenue un des partenariats les plus solides de l'Organisation. L'objectif global de cette alliance est de promouvoir la recherche scientifique auprès des femmes et de contribuer à la coopération internationale et aux réseaux interculturels des femmes travaillant dans le domaine des sciences. Ce partenariat comporte trois éléments principaux :

- ▶ Le Prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science est l'acte fondateur du programme. Chaque année, il distingue 5 femmes scientifiques remarquables des cinq continents.
- ▶ Les bourses internationales UNESCO-L'Oréal sont accordées annuellement à 15 femmes scientifiques prometteuses pour encourager leurs recherches.
- ▶ Des initiatives nationales, telles que des programmes nationaux de bourses, sont mises en place par des filiales de L'Oréal avec le soutien des commissions nationales pour l'UNESCO. Leur principal objectif est d'ancrer le programme pour les femmes et la science dans les pays et à travers le monde.

# Sciences exactes et naturelles

Mobiliser le savoir et la politique scientifiques  
au service du développement durable

## ■ Echanges interculturels entre jeunes

Mondialogo est un partenariat public-privé Daimler/UNESCO, financé par Daimler-Chrysler pour la promotion du dialogue, des échanges et de la compréhension interculturels entre les jeunes à travers le monde. L'initiative Mondialogo repose sur trois piliers distincts :

- ▶ Le Prix Mondialogo d'ingénierie, destiné aux étudiants en ingénierie et aux jeunes ingénieurs ;
- ▶ Le Concours scolaire Mondialogo destiné aux élèves de 14 à 18 ans ;
- ▶ Un Portail Internet interactif dédié <www.mondialogo.org> qui sert de plate-forme à Mondialogo et soutient les diverses activités du projet.

Au cours des quatre dernières années, ce partenariat stratégique a réussi de manière significative à obtenir la participation des jeunes et à attirer l'attention des responsables politiques et celle des dirigeants dans le monde entier. De surcroît, Mondialogo a remporté plusieurs prix internationaux récompensant son approche innovante et sa contribution générale, dont l'« International Business Award 2007 », en tant que « Meilleur programme de responsabilité sociale d'entreprise en Europe ».



©Photo UNESCO

## ■ Renforcement autonome des capacités en sciences de la mer

Depuis décembre 2005, l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (Sida) accorde une aide financière à la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO pour le projet « Donner aux pays en développement les moyens d'une gestion durable de leurs ressources côtières : renforcement autonome des capacités ». Mettant l'accent sur le renforcement autonome des capacités scientifiques et techniques, le projet cherche à réduire la dépendance à long terme des pays en développement envers l'aide. La contribution suédoise vise à renforcer

les structures scientifiques, juridiques et institutionnelles et à sensibiliser les décideurs.

Durant la première année de ce projet qui s'étale sur trois ans, un certain nombre d'ateliers destinés aux dirigeants ont été organisés. Ils ont rassemblé près de 80 participants de plus de 60 instituts basés dans 23 pays. Les premiers effets de ces ateliers sont reflétés dans le processus de changement intervenu dans la plupart des institutions participantes. D'autres ateliers ont été prévus pour pérenniser ces effets.

## Le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP)

En tant qu'initiative des Nations Unies hébergée par l'UNESCO, le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) cherche à développer les outils et compétences nécessaires pour obtenir une meilleure connaissance des processus de base, des pratiques de gestion et des politiques qui aideront à améliorer le volume et la qualité des ressources mondiales d'eau douce. Le programme évalue l'état des ressources et écosystèmes mondiaux d'eau douce, identifie les questions et problèmes critiques, met au point des indicateurs et mesure les progrès accomplis vers l'utilisation durable de ces ressources et aide les pays à développer leurs propres capacités d'évaluation. Il publie également, à intervalles réguliers, le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau ; la deuxième édition de ce document a été distribuée en 2006 au Quatrième Forum mondial de l'eau à Mexico. L'essentiel du budget du WWAP repose sur des contributions volontaires versées notamment par le Japon, aussi bien que par d'autres donateurs de l'UNESCO. Le programme va s'installer à Pérouse (Italie) grâce au soutien financier du Ministère italien de l'environnement, de la terre et de la mer.

Laboratoire d'idées, organisme normatif, catalyseur de la coopération, le Programme des sciences sociales et humaines de l'UNESCO est tout cela à la fois. Il vise à faire progresser la coopération intellectuelle ainsi qu'à diffuser les connaissances et les normes qui permettent les transformations sociales afin de promouvoir les valeurs universelles de justice, de liberté et de dignité humaine. Ses activités traitent aussi des questions d'éthique et de pauvreté, de conflit et de paix, nourrissant la réflexion et traduisant la réflexion en action.

## AFRIQUE

### ■ Droits humains et éducation des filles et des femmes au Niger

Le principal objectif de ce projet est de promouvoir les droits de l'homme et l'éducation ainsi que de réduire la pauvreté des filles et des femmes au Niger. Financé par les gouvernements d'Andorre, de Chypre et du Luxembourg, de Monaco (à l'initiative de la Princesse de Hanovre) et de Saint-Marin, il représente un exemple de projet multi-donateurs de l'UNESCO.

Le projet a été élaboré dans le cadre de la contribution de l'UNESCO au Forum mondial sur l'éducation organisé à Dakar en 2000. A terme, près de 2 500 personnes provenant de sept villages, en majorité des filles et des femmes, en auront bénéficié. Les cinq pays donateurs ont exprimé



©Photo : UNESCO

leur désir de proroger le financement du projet, notamment pour cibler les droits humains et l'éducation afin de lutter contre la pauvreté au Niger, et de soutenir les programmes d'alphabétisation des femmes et les activités génératrices de revenus pour qu'elles gagnent en autonomie.

## ETATS ARABES

### ■ Centre de recherche et de documentation des femmes palestiniennes

Le Centre de recherche et de documentation des femmes palestiniennes a été créé par l'UNESCO en collaboration avec le Ministère palestinien des affaires féminines. Il a été inauguré en janvier 2006. Ce projet spécial du Secteur des sciences sociales et humaines vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'indépendance des femmes dans les Territoires palestiniens. Le Centre sert d'observatoire et de centre d'échange d'information, encourageant la recherche et la sensibilisation dans le domaine de la politique sociale et des droits humains et contribuant au développement de la politique sociale en faveur des femmes palestiniennes.

Depuis sa création, le Centre a organisé plusieurs cours et ateliers de formation. Il a également commandé et publié des recherches.



©Photo USAID : TAMKEEN

De surcroît, il commencera bientôt à suivre les progrès accomplis en matière d'équité/égalité entre les sexes et d'indépendance des femmes palestiniennes en mettant en place une base de données rassemblant des indicateurs relatifs aux questions de genre en Palestine. De nouvelles publications et activités de recherche, ainsi que des activités de formation et des ateliers, sont prévues en 2008.

Un projet de deux ans financé par la Norvège participe à la viabilité financière et institutionnelle du Centre et soutient ses activités qui ciblent la promotion de sujets concernant les femmes dans les Territoires palestiniens.

### ■ Participation des jeunes à la vie publique au Liban

Ce programme conjoint traite de diverses questions concernant les jeunes au Liban, en mettant particulièrement l'accent sur l'indépendance des jeunes et leur participation à la vie publique. Il appuie l'élaboration et l'adoption d'une Politique nationale de la jeunesse et encourage la participation des jeunes aux efforts de réforme visant à accroître l'efficacité et la réactivité des pouvoirs publics. Le programme favorise la collecte de données et l'analyse de la situation des jeunes au Liban.

Le programme est le fruit des travaux de l'Equipe au niveau des pays des Nations Unies, composée des quatre organismes des Nations Unies présents au Liban qui sont en charge des questions relatives aux adolescents et aux jeunes (UNICEF, PNUD, UNESCO et OIT). L'UNESCO a



été désignée comme chef de file pour la mise en œuvre de ce programme cofinancé par les autres organismes des Nations Unies.

Cette initiative est la plus importante en terme d'institutions participantes de l'Equipe de pays des Nations Unies et s'avère constituer une expérience instructive pour concevoir des programmes conjoints à l'avenir.

## ASIE et PACIFIQUE

### ■ Promotion de la durabilité sociale dans un quartier historique de Séoul

L'UNESCO travaille en partenariat avec un bureau sud-coréen d'architecture, d'urbanisme et de publications sur un projet de mise en valeur du patrimoine culturel et de préservation des quartiers historiques urbains. Ce projet vise



aussi à promouvoir la qualité et la durabilité de l'urbanisme local.

Récemment, une série d'activités ont été lancées, avec les objectifs suivants :

- ▶ promouvoir les recherches comparatives internationales,
- ▶ promouvoir les liens entre les résultats des recherches et les responsables des politiques au niveau municipal, et
- ▶ diffuser à l'échelon international et durant les ateliers de formation les résultats des recherches et les bonnes pratiques en vue d'améliorer les politiques d'urbanisme dans les quartiers historiques.

Les activités comprennent la production du guide « Quartiers historiques pour tous » et sa publication dans diverses langues, l'organisation de sessions de formation et d'un concours international d'élèves, l'objectif global étant la création d'une chaire UNESCO sur les « approches sociales et humaines des quartiers historiques » en République de Corée.

## AMERIQUE LATINE et CARAIBES

### ■ Prévention de la violence des jeunes en Amérique centrale

En 2005, dans la Déclaration de Tegucigalpa, les chefs d'Etat d'El Salvador, du Honduras, du Guatemala et du Nicaragua ont demandé une assistance technique pour faire face à la violence des jeunes. Pour répondre à cette requête, le Directeur général de l'UNESCO a créé le Groupe de travail intersectoriel pour la prévention de la violence chez les jeunes en Amérique centrale, chargé d'examiner les causes multidimensionnelles de la violence des jeunes.

Avec le soutien du Japon, l'UNESCO a commencé à traiter les questions de violence des jeunes en Amérique centrale en utilisant une large approche, multidisciplinaire. Cette action est axée sur des interventions directes auprès des jeunes à risque et des adultes qui s'en occupent. Au niveau national, des projets ont été établis en El Salvador, au Nicaragua et au Guatemala, ainsi que récemment au Honduras.

Ces projets comprennent des activités intégrées avec et pour les jeunes à risque, afin de résoudre les causes de la violence dans le cadre scolaire, communautaire et familial. Des ateliers sportifs et artistiques ont été organisés, de même que des campagnes d'information de masse (conçues par des jeunes) et des émissions télévisées produites. Certains projets appuient le renforcement des capacités pour

entreprendre des initiatives telles que la création de micro-entreprises.

Un programme de renforcement des capacités a été conçu, pour une période de deux ans, à l'intention des enseignants et des conseillers s'occupant de jeunes qui risquent d'intégrer des gangs, ou maras. Aussi, des ateliers de sensibilisation ont été organisés pour les journalistes et les médias qui traitent des sujets concernant les jeunes. Les meilleures pratiques, dont les « Ecoles ouvertes », ont été identifiées et diffusées.

## SITUATIONS DE POST-CONFLIT et d'URGENCE

### ■ Culture de la paix et bonne citoyenneté en Afrique de l'Ouest

S'appuyant sur l'expérience et l'action de l'UNESCO dans le domaine des droits humains, de la construction de la paix, et de son rôle majeur dans la promotion d'une éducation de qualité à tous les niveaux, la Banque africaine de



développement a financé un projet pilote conjoint de l'UNESCO et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour promouvoir la paix dans les pays membres de la CEDEAO. Ce projet couvre l'éducation aux droits humains et à une culture de la paix, la bonne citoyenneté, la démocratie, la compréhension interculturelle et l'intégration régionale des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'objectif du projet est de renforcer les capacités institutionnelles de la CEDEAO et de la société civile dans les pays touchés par un conflit et d'améliorer la coordination, la gestion et la mise en œuvre des mesures de prévention des conflits ainsi que le soutien au développement de la bonne gouvernance. A ce jour, des activités de formation et de sensibilisation ont été menées en Guinée, en Guinée-Bissau, au Libéria, en Sierra Leone et au Togo.

## PROJETS GLOBAUX

### ■ Les jeunes, le VIH et le sida, et les droits humains

L'Initiative des jeunes sur le VIH et sida et les droits humains a été lancée par l'UNESCO en partenariat avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH et sida (ONUSIDA) qui constitue la principale source de financement du projet. L'UNESCO est l'une des dix organisations qui co-parrainent l'ONUSIDA.

Le but du projet est de fournir aux associations de jeunes et d'étudiants les moyens d'engager des initiatives dans le domaine du VIH et sida et des droits humains au niveau de leurs communautés. Il soutient l'élaboration d'outils d'éduca-

tion, d'information et de sensibilisation relatifs à ces questions en coopération avec les jeunes et leurs organisations. Dans le cadre de l'Initiative, un référentiel conjoint UNESCO/ONUSIDA a été publié : VIH & sida et droits humains, les jeunes en action. Il a été utilisé dans des ateliers sous-régionaux de formation animés par des jeunes en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

Dans le cadre de l'Initiative, un réseau régional de jeunes pour le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo – ROADSIGN – a été créé en 2007.



### Eliminer le dopage dans le sport

En 2005, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté la Convention internationale contre le dopage dans le sport. Dans le cadre de ce vaste effort pour éliminer le dopage, un fonds spécifique a été créé. Son objectif est de financer des projets d'éducation antidopage dans différents pays, l'accent étant mis en particulier sur les jeunes.

Le fonds a également pour but d'aider les gouvernements à élaborer et mettre en œuvre des programmes antidopage efficaces.

En 2007, l'UNESCO a organisé une série d'activités antidopage lors des tournois internationaux de tennis de jeunes de Paris, Beijing et Washington, DC. D'autres activités ont consisté à mettre au point des matériels d'éducation antidopage pour les Jeux du Pacifique Sud organisés au Samoa en cette année. De même, l'Organisation a élaboré des programmes d'éducation lors de grands événements sportifs en partenariat avec les associations européennes d'athlétisme.

Les contributions volontaires de diverses sources de financement apportent un soutien indispensable à l'action de l'UNESCO dans le domaine de la lutte contre le dopage. Citons, par exemple, l'Australie,

le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suède qui ont fourni des fonds pour faire de la Convention une réalité.

Des fonds supplémentaires demeurent nécessaires pour renforcer et étendre les activités antidopage de l'UNESCO, en particulier dans les domaines de l'éducation et du renforcement des capacités.

Les principaux buts de l'UNESCO dans le domaine culturel sont d'assurer la reconnaissance universelle du besoin urgent de protéger et promouvoir la diversité culturelle dans le monde et de favoriser le dialogue interculturel, dans l'espoir de contribuer à l'édification de la paix. L'action de l'UNESCO dans le domaine de la culture est solidement ancrée dans son mandat normatif, et renforcé par les contributions financières reçues dans plusieurs fonds multi-donateurs, mais elle se traduit aussi par les résultats concrets obtenus dans le cadre des projets opérationnels financés par des ressources extrabudgétaires.

## AFRIQUE

### ■ Sauvegarde des langues et des traditions orales en Afrique subsaharienne

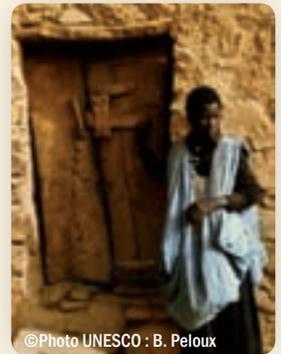
Le gouvernement norvégien finance un projet de renforcement des capacités pour la sauvegarde des langues et des traditions orales en Afrique subsaharienne. Consciente de la diversité des langues africaines et du besoin urgent de sauvegarder celles qui sont menacées

Principales conventions et principaux fonds mondiaux de l'UNESCO dans le domaine de la culture :

- ▶ Fonds international pour la diversité culturelle
- ▶ Fonds du patrimoine mondial
- ▶ Fonds pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Plusieurs fonds mondiaux ont été institués dans le cadre des conventions de l'UNESCO dans le domaine culturel afin de faciliter la mise en œuvre de ces instruments juridiques. Les fonds reçoivent des recettes et des dons conformément aux principes directeurs convenus par les Etats parties à la convention concernée. Les ressources des fonds consistent généralement en contributions obligatoires et volontaires versées par les Etats parties, ainsi que par des donateurs privés.

d'extinction, l'UNESCO a tenu deux réunions d'experts en coopération avec l'Académie africaine des langues (ACALAN) – à Bamako et Addis-Abeba. Ces réunions ont rassemblé des spécialistes des universités et institutions de recherche africaines et offert un forum de discussion concernant la recherche et le travail sur le terrain, et les politiques linguistiques en Afrique. Les recommandations adoptées lors de ces réunions ont appelé, entre autres, une volonté politique plus forte et le soutien des décideurs des pays africains, ainsi que le renforcement de la coopération interuniversitaire.



©Photo UNESCO : B. Peloux

### ■ Conservation des sites du patrimoine mondial du bassin du Congo

La République démocratique du Congo (RDC) est un des pays les plus riches sur le plan biologique. Le pays abrite également la plus grande partie de la forêt du bassin du Congo, qui constitue la deuxième forêt du monde après l'Amazonie. Cinq de ses zones protégées ont été désignées en tant que sites du patrimoine mondial de l'UNESCO. A cause des conflits qui ont déstabilisé toute la région des Grands Lacs, tous les sites sont, actuellement, placés sur la liste du Patrimoine mondial en péril. Afin de sauvegarder leur valeur universelle exceptionnelle, un programme de quatre ans a été lancé pour assurer la conservation des sites dans un contexte de conflit.

Le Centre du Patrimoine



©Photo UNESCO :  
Maria G. Baier - D' Orazio



©Photo UNESCO

mondial de l'UNESCO, ainsi que l'administration des zones protégées de la RDC, l'ICCN (Institut congolais pour la conservation de la nature) et un certain nombre d'ONG internationales ont collaboré à ce projet, soutenu par une contribution financière du gouvernement Fédéral de Belgique, de l'Italie et de la Fondation des Nations Unies (FNU).

La première phase du projet s'est concentrée sur le maintien des efforts de conservation. La paix et la sécurité étant lentement rétablies, une conférence internationale a été organisée, lors de laquelle le gouvernement de transition de la RDC a exprimé sa volonté de remettre en état les sites. La communauté des donateurs – dont la Belgique, l'Italie et la FNU – a promis son soutien financier pour la deuxième phase du projet.

## ASIE et PACIFIQUE

### ■ Préservation d'Angkor au Cambodge

### La Fondation des Nations Unies (FNU)

La Fondation des Nations Unies (FNU) a été créée en 1998 grâce à un don de l'entrepreneur Ted Turner en vue de soutenir les causes et les activités des Nations Unies. La Fondation forge des partenariats public-privé en vue de contrer les problèmes les plus urgents dans le monde. Un accord de cadre global a été signé en 1998 entre la FNU et le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI). C'est un fonds conçu pour recevoir des dons exclusivement de la FNU afin d'atteindre les objectifs et d'accomplir les buts de la Charte des Nations Unies.

Après la conclusion des Accords de paix de Paris en 1991, le site d'Angkor a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial, et sur la Liste du patrimoine mondial en péril en décembre 1992. A la suite de l'adoption de la Déclaration de Tokyo en 1993, le Comité international de coordination pour la sauvegarde et la mise en valeur du Site historique d'Angkor (CIC) a été créé en vue d'aider l'Autorité chargée de la protection et de la gestion d'Angkor et de la région de Siem Reap (APSARA) dans leurs travaux et de coordonner les efforts internationaux dans cette zone. Le CIC est coprésidé par la France et le Japon. L'UNESCO en assure le secrétariat.

Après une décennie de travaux fructueux du programme international de sauvegarde d'Angkor conduit par

l'UNESCO, le site a enfin été retiré de la Liste du patrimoine mondial en péril en juillet 2004. Le Japon, en particulier, a soutenu trois phases d'un grand projet de conservation du Temple de Bayon d'Angkor Thom. Les activités en cours, qui s'achèveront en 2010, sont axées sur la restauration de la Bibliothèque sud, la conservation des bas reliefs et la stabilisation de la tour centrale.

L'Italie a fourni une aide à l'APSARA pour le renforcement des capacités de gestion et opérationnelles requises pour résoudre les problèmes complexes auxquels le Temple d'Angkor Wat est exposé. Les priorités du projet regroupent la recherche, la conservation, les travaux de restauration sur le site, et la formation d'experts locaux. Les résultats du projet seront compris dans les Recommandations et principes directeurs pour la conservation et la sauvegarde du site d'Angkor, qui sont actuellement préparés en coopération avec le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS).



©Photo UNESCO : Peter Colés

### ■ Patrimoine culturel immatériel inestimable dans le Pacifique

Les Proclamations de chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité (2001, 2003 et 2005) ont été les instruments de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel avant l'entrée en vigueur de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée en 2003. Ces proclamations ont abouti à une liste de quelque 90 exemples remarquables du patrimoine culturel immatériel mondial.



L'aide fournie par le Japon en faveur du « Plan national d'action pour la sauvegarde des dessins sur le sable du Vanuatu » et du « Plan national d'action pour la sauvegarde du Lakalaka, discours chantés avec mouvements de danse (Tonga) » a un impact particulièrement fort dans la région du Pacifique. Les projets encouragent des activités telles que la constitution d'une base de données, la publication de matériels promotionnels et l'organisation de festivals, en vue d'assurer la transmission du patrimoine culturel immatériel aux jeunes générations.

#### ■ Conservation des Jardins de Shalamar à Lahore, Pakistan

La Fondation Getty finance divers projets dans les domaines de la préservation du patrimoine et de la promotion des arts visuels. En partenariat avec le Bureau de l'UNESCO à Islamabad et le gouvernement du Punjab au Pakistan, elle contribue à la remise en état des Jardins de Shalamar à Lahore, site du Patrimoine mondial en péril depuis 2007. Ce projet de deux ans entreprend les travaux urgents de conservation aux portes orientale et occidentale du Shahi Hammam des Jardins de Shalamar, qui sont des chefs-d'œuvre des brillantes civilisations mogholes, et soutient la formation des personnels gouvernementaux à la conservation et à la gestion du patrimoine culturel.

## AMERIQUE LATINE et CARAIBES

#### ■ Plan d'action pour le Qhapaq Nan (principale route des Andes)

L'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou partagent un patrimoine culturel d'une valeur exceptionnelle : le Qhapaq Nan, la principale route des Andes, qui constituait la colonne vertébrale du pouvoir politique et économique de l'empire inca. Cet ensemble de routes, totalisant plus de 23 000 km, reliait divers centres de production ainsi que

des centres administratifs et des lieux culturels construits tout au long de plus de 2 000 ans de culture andine pré-incaïque. Les Incas de Cuzco mirent en place cette structure unique au caractère singulier en moins d'un siècle, en bâtissant un ensemble fonctionnellement cohérent et en établissant des centres supplémentaires de commerce, d'échanges, de production et de culte. La Route exprimait aussi la relation et l'adaptation harmonieuse de ces peuples au contexte naturel complexe des Andes. De nos jours, les paysages culturels du Qhapaq Nan constituent un cadre exceptionnel grâce auquel les cultures andines vivantes continuent de transmettre un message universel : la capacité humaine de transformer un des contextes géographiques les plus difficiles du continent sud-américain en un environnement adapté.



Grâce à des contributions du Ministère espagnol de la culture et de la Banque interaméricaine de développement, l'UNESCO s'emploie à préparer une candidature unifiée du Qhapaq Nan à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. L'Organisation élabore parallèlement un plan d'action pour identifier les sites archéologiques et les sites du patrimoine culturel.

## EUROPE

#### ■ Restauration et conservation des monuments de Tirana, Albanie

Le renforcement de l'Institut des monuments culturels albanais et la création d'un Centre de restauration et de conservation des monuments de Tirana sont inscrits dans le Plan d'action de l'UNESCO pour l'Europe du Sud-Est. Financée par le gouvernement italien, cette action répond aux besoins pressants de l'administration albanaise

## Promouvoir la diversité culturelle et le dialogue interculturel



chargée de la protection des monuments et des biens culturels mobiliers. Le projet aide les Instituts des monuments et de l'archéologie à numériser leurs collections, à gérer des projets et des bases de données et à mener des travaux préventifs de conservation. Le Centre dispensera deux cours de formation de 18 mois dans divers domaines de la préservation du patrimoine

culturel, tels que la restauration des architectures historiques, la conservation et préservation des fresques, des mosaïques, des stucs, des pierres et des objets en bois. Vingt techniciens/spécialistes employés au Ministère albanais de la culture ou dans ses instituts spécialisés ont suivi la première session de cette formation en 2007.

### Préservation du patrimoine culturel au Kosovo

En mai 2005, l'UNESCO a organisé une Conférence internationale des donateurs afin de faciliter la coopération internationale pour la remise en état des monuments et sites historiques du Kosovo. L'Albanie, l'Allemagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la République tchèque et la Turquie ont répondu à l'appel. Ces pays ont versé des contributions substantielles pour la restauration de 15 monuments du Kosovo, comprenant des monuments et sites byzantins/serbes orthodoxes, islamiques/ottomans et civils. Un Comité international d'experts sur la réhabilitation et la sauvegarde du patrimoine culturel du Kosovo a été créé pour suivre la mise en œuvre des projets de restauration.

### ■ Les tombes gelées des montagnes de l'Altaï

Les tombes gelées des monts de l'Altaï constituent une découverte culturelle exceptionnelle de la civilisation scythe, florissante durant le premier millénaire avant J-C et dont la trace a été perdue. Environ 700 tombes ont été identifiées. Elles sont dispersées dans les montagnes de l'Altaï, à cheval sur la Russie, le Kazakhstan, la Mongolie et la Chine. La partie russe des montagnes (les montagnes dorées de l'Altaï) est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Certaines de ces tombes se trouvent dans une zone de pergélisol qui assure une parfaite conservation de leur contenu, ainsi que celle des chevaux sacrifiés et des différents objets et ustensiles en bois, en cuir, en métal et en or. Suite au changement climatique, le pergélisol disparaît progressivement, engendrant le risque de perte des tombes restantes.

L'Université de Gand fait recours aux technologies spatiales et aux images satellitaires pour cartographier, inventorier et conserver ces tombes. Ces changements permettront de comprendre les effets du changement climatique sur les zones de pergélisol. Le projet est soutenu par le gouvernement flamand (Belgique), les autorités de conservation et archéologues russes, Jet Propulsion Laboratory (JPL), l'Université de Gand et l'Université de l'Académie russe des sciences.



## ETATS ARABES

### ■ Restauration du Sanctuaire Al Askari à Samara, Iraq

La restauration du mausolée d'Al Askari à Samarra, Iraq, est financée par le Fonds d'affectation spéciale du GNUM pour le redressement et la reconstruction de l'Iraq, dans le but de contribuer au processus de paix, de rechercher un consensus et de rétablir la sécurité dans le pays. Il est soutenu principalement par la Commission Européenne et le gouvernement iraquien.



©Photo UNESCO : Boccardi, Giovanni

Etant donné que le mausolée de Samarra revêt une importance particulière pour les Chiites comme pour les Sunnites, il offre une possibilité unique de contribuer à la réconciliation nationale. Un programme de redressement local intégré a été lancé pour la reconstruction du sanctuaire, dont l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial a été proposée mais qui a été détruit en 2006. Sous la supervision de l'UNESCO et

de spécialistes irakiens qualifiés, des travaux d'urgence ont été effectués pour préserver le site. Il est prévu de préparer le site en vue de sa restauration.

### ■ Protection du patrimoine culturel iraquien

Ce programme de quatre ans a aidé à fournir une assistance d'urgence pour la sauvegarde du patrimoine culturel de l'Iraq. Dans le cadre de ce programme, financé par le Fonds d'affectation spéciale du GNUM pour le redressement et la reconstruction de l'Iraq, l'UNESCO a pris plusieurs mesures d'urgence et mené des activités de renforcement des capacités afin de lutter contre le trafic illicite de biens culturels et le pillage des sites archéologiques et des bâtiments historiques. L'Organisation a soutenu la remise en état d'organisations culturelles telles que la Bibliothèque nationale, le Musée des enfants et l'Institut de musique à Bagdad. Une formation a été dispensée sur le développement des musées et l'utilisation des systèmes d'information et de positionnement géographique pour évaluer et protéger les sites archéologiques. Ces activités ont été menées en coopération avec des organisations internationales telles que l'INTERPOL, l'ICOM et le World Monuments Fund. L'UNESCO a aussi fourni au Bureau



©Photo UNESCO : Roger, Dominique



©Photo UNESCO : Roger, Dominique

## SITUATIONS DE POST-CONFLIT et D'URGENCE

### ■ Sauvegarde de la Vieille Ville de Jérusalem

La préservation du patrimoine culturel, associée à l'amélioration de l'environnement social et urbain, est cruciale pour préserver la valeur universelle de la Vieille Ville de Jérusalem. Le projet « Sauvegarde de la Vieille Ville de Jérusalem », qui est financé par l'Italie, a établi une carte de priorités pour la conservation des monuments et sites historiques. Le but de la carte est d'identifier tous les monuments et sites historiques de la Vieille Ville, leur état de conservation et leur typologie. Sur la base des résultats de cet exercice de cartographie, un certain nombre de fiches de conservation et de restauration ont été mises au point pour permettre la mise en œuvre d'activités culturelles en renforçant les instituts culturels existants et en soutenant des activités créatives destinées aux jeunes.

Dans ce cadre, le gouvernement espagnol a parrainé un projet conjoint du Centre du



©Photo UNESCO : Franca Miglioli



©Photo UNESCO : Studionada

patrimoine mondial de l'UNESCO, de l'École d'architecture d'Avignon et du Collège des architectes techniques de Barcelone en vue de la production d'un manuel à l'intention des professionnels du patrimoine et des artisans s'occupant de la remise en état de la Vieille Ville de Jérusalem sur les meilleures pratiques dans ce domaine.

D'autre part, un projet financé par la Commission Européenne et le Royaume d'Arabie saoudite soutient la mise en place d'un institut de formation technique à Jérusalem en vue de renforcer les capacités locales de préservation architecturale du patrimoine culturel. Les groupes ciblés sont les jeunes architectes, ingénieurs, entrepreneurs et artisans de Jérusalem et des localités voisines, tandis que la liste de bénéficiaires contiendra les résidents, les usagers et les visiteurs de Jérusalem. L'UNESCO coordonne le projet en partenariat avec la Welfare Association, qui participe à la réhabilitation architecturale de la Vieille Ville depuis 1994.

### ■ Sauvegarde des sites du Patrimoine mondial touchés par le conflit du Liban

A la suite de la mission d'évaluation technique envoyée par l'UNESCO en 2006 concernant la maintenance des sites du Patrimoine mondial au Liban, affectés par le conflit, un projet de sauvegarde de ces sites a été élaboré et approuvé en juin 2007 dans le cadre du Fonds du GNUD pour le redressement du Liban. Le projet vise avant tout à donner une formation sur la numérisation de la documentation relative aux sites et à soutenir le renforcement des capacités institutionnelles de préservation du patrimoine culturel au sein du Ministère de la culture et dans les universités spécialisées. Le résultat escompté de l'exercice de numérisation de la documentation est la production d'une carte détaillée des ressources culturelles et des sites du Patrimoine

mondial. Ce document favorisera une meilleure gestion du patrimoine, y compris la mise en place de dispositions à adopter en cas de risque.

## PROJETS GLOBAUX

### ■ Une Alliance mondiale pour la culture et la créativité

L'Alliance mondiale de l'UNESCO pour la diversité culturelle cherche à forger des partenariats avec un large éventail d'autorités publiques, d'organisations de la société civile et d'entreprises privées. L'Alliance s'emploie à favoriser les industries créatives dans les pays en développement en encourageant le partage des connaissances, le renforcement des capacités et les bonnes pratiques auprès de ses membres. Financé sur une base volontaire, c'est un mécanisme flexible de coopération internationale.

Un tel projet offre une programmation télévisuelle de qualité aux enfants de Palestine, en coopération avec Sesame Workshop, l'organisation des Etats-Unis à l'origine de la célèbre série télévisée Sesame Street. La version locale de la série, appelée Shara'a Simsim, a été mise au point en partenariat avec l'Institut des médias modernes de l'Université Al Quds. Le financement du programme est assuré par Al Habtoor Engineering, Al Hikma Pharmaceuticals, le gouvernement canadien, le Ministère néerlandais des affaires étrangères, l'Agence espagnole de coopération internationale, la Fondation Ford et l'UNESCO.



©Photo UNESCO

**Le programme de communication et d'information de l'UNESCO vise à promouvoir la libre circulation des idées par la parole et par l'image, à assurer une diffusion plus large et plus équilibrée de toutes les formes d'information ainsi qu'à combler la fracture numérique. Il est à espérer que ces efforts contribueront au progrès et au développement durable des sociétés et surmonteront les obstacles à la liberté d'expression. Les médias traditionnels et les nouveaux médias électroniques jouent ici un rôle essentiel, tout comme les partenariats.**

## AFRIQUE

### ■ Développer les centres multimédia communautaires en Afrique

Lors de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information en 2003 (Genève), l'UNESCO et l'Agence suisse pour le développement et la coopération ont lancé l'Initiative de développement des centres multimédia communautaires (CMC) pour l'Afrique. Appuyé par les présidents du Mali, du Mozambique et du Sénégal, ce projet est exécuté en coopération avec un large éventail de parties prenantes du secteur public et du secteur privé.

Il entend développer les CMC ayant fait leurs preuves dans les trois pays et compte accroître leur impact et leur durabilité à long terme. Cela

implique la mise en place d'un réseau national dynamique des CMC et la constitution d'une masse critique de CMC dans chaque pays,

l'élargissement de leur couverture géographique et l'accès pour un plus grand nombre d'individus, en particulier dans les zones reculées.

A ce jour, 64 CMC et deux centres de ressources nationaux ont été créés. Dans chacun des trois pays, les projets ont contribué à intégrer le modèle des CMC dans les politiques et programmes nationaux relatifs aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Ils ont formé 950 volontaires communautaires, membres du personnel et dirigeants locaux, et mis en place et/ou renforcé des centres de ressources et réseaux nationaux dans les trois pays.



## ASIE et PACIFIQUE

### ■ Promouvoir l'éducation au moyen des TIC

L'UNESCO et Microsoft ont signé un Accord mondial de collaboration dans le cadre de projets qui utilisent les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour promouvoir l'éducation et améliorer le développement social et économique dans le monde.

### La prochaine génération d'enseignants

Microsoft et l'UNESCO ont aussi lancé le « Projet Prochaine génération d'enseignants » (Next Gen). Son objectif est d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans la région Asie-Pacifique en permettant à la prochaine génération d'enseignants du post-primaire de bénéficier pleinement de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans leur travail. Microsoft a été le premier acteur clé à promettre une aide qui dépasse



# Communication et information

Edifier des sociétés du savoir inclusives  
grâce à l'information et la communication

le partage de matériels et de savoir-faire par le versement d'une contribution financière majeure, provenant de son programme Partenaires de l'apprentissage (PIL), en faveur de l'initiative Next Gen.

Next Gen est reliée à des réseaux déjà existants et s'appuie sur les acquis de ce projet parmi d'autres, tels que le projet

« Formation et perfectionnement professionnel des enseignants et autres facilitateurs en vue de

l'utilisation efficace des TIC pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage », financé par le Japon.

L'intention est de faire de Next Gen un partenariat évolutif qui comprendra toutes les grandes organisations s'occupant du perfectionnement professionnel des enseignants et qui s'intéressent à l'intégration des TIC dans la formation des enseignants. Pour permettre au plus grand nombre possible d'Etats membres de la région d'y participer, le projet bénéficie aussi du soutien de Cisco Systems.

## AMERIQUE LATINE et CARAIBES

### ■ Gouvernance électronique pour trois villes du Patrimoine mondial

Le Programme Information pour tous (PIPT) est le seul programme intergouvernemental exclusivement dédié à la promotion de l'accès universel à l'information et au savoir pour le développement. Par cette voie, l'UNESCO voudrait encourager la participation des communautés en offrant aux citoyens un meilleur accès à l'information publique, promouvoir la liberté d'expression et accroître la transparence des systèmes et processus administratifs.

Financé grâce à la contribution du Ministère espagnol des administrations publiques, un projet du PIPT portant sur trois villes du Patrimoine mondial – Carthagène, Quito et Cuzco

– est en cours. Ce projet vise à universaliser l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les services fournis par les municipalités à leurs citoyens au moyen d'un système intégré et mis en ligne. Les activités du projet comprennent la mise en

place, la configuration et l'équipement de points d'accès à l'information du public dans les trois villes, ainsi que l'organisation d'ateliers de formation sur l'administration en ligne, le patrimoine mondial et les TIC. Plus généralement, le projet vise à renforcer la responsabilisation et la transparence

économique. Enfin, la sensibilisation à la valeur du patrimoine culturel des trois villes constitue un autre de ses objectifs. Ainsi, il devrait bénéficier aux autorités locales, aux organisations non gouvernementales et aux institutions, aux journalistes, aux étudiants en communication, aux réseaux de médias et d'information, aux jeunes et à la société civile.



©Photo UNESCO : Alison Clayson

## EUROPE DU SUD-EST

### ■ Echange d'informations télévisées

La Commission européenne (CE) a fourni une contribution financière pour mettre en place un service régional d'échange d'informations télévisées en Europe du Sud-Est. Appelé ERNO, ce projet, d'une durée de trois ans, relie les stations de télévision par le moyen d'un réseau et offre une plate-forme pour l'échange d'informations par satellite et via l'Internet. ERNO développe aussi les coproductions et les échanges de personnel entre les stations participantes. Ces



©Photo : Marie Moncet

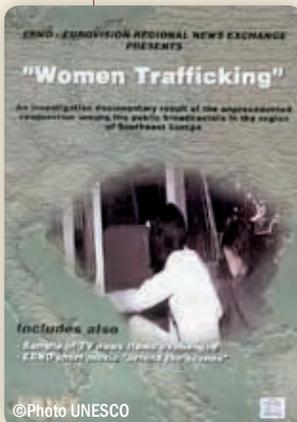


dernières activités aident à nouer des relations personnelles et à créer des liens entre les professionnels des médias dans la région.

Le projet vise à développer le professionnalisme des personnels de la télévision chargés de l'information ainsi qu'à augmenter la qualité des émissions en facilitant l'échange des informations. Son objectif est de renforcer la réintégration et la réconciliation en Europe du Sud-Est en améliorant les informations régionales diffusées par les médias. Le projet d'échange d'informations est d'ores et déjà devenu un des plus importants outils d'amélioration de la coopération, de l'intégration, du renforcement de la démocratie et de garantie de la paix en Europe du Sud-Est.

Jusqu'ici, 12 stations de télévision de service public ont établi avec succès un service d'échange d'informations. En 2006, le réseau

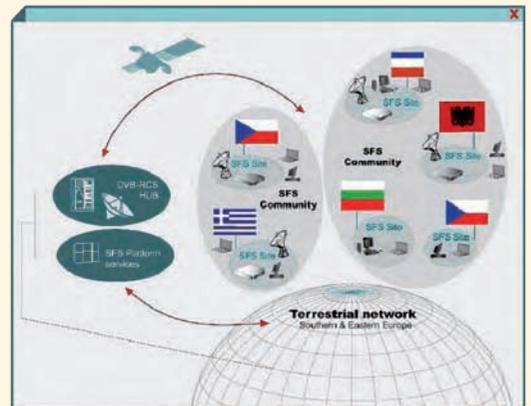
ERNO a publié 1 250 articles et produit à peu près 1 000 DVD. Bien qu'il subsiste quelques disparités en terme de qualité entre les producteurs, la qualité des informations fournies est globalement conforme aux normes de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). ERNO doit maintenant assurer son développement ultérieur et sa durabilité, ce



qui dépendra, dans une large mesure, de son aptitude à produire et diffuser des programmes de sensibilisation.

## ■ L'espace au service de la science

La possibilité de disposer d'un réseau d'information très performant est essentielle pour renforcer la recherche-développement en Europe du Sud-Est et pour faciliter l'intégration des pays de cette région dans un réseau scientifique paneuropéen. Le principal objectif du projet « L'espace au service de la science » est de fournir des informations et des services scientifiques aux établissements de recherche et d'enseignement de la région et de renforcer la coopération avec leurs homologues d'Europe occidentale.



L'axe principal du projet est l'utilisation des technologies satellitaires. Il est financé par l'Agence spatiale européenne (ESA). Le consortium industriel du projet est conduit par Alcatel Espace. « L'espace au service de la science » est le résultat de la convergence et de la mise en œuvre en Europe du Sud-Est de l'initiative de l'UNESCO en faveur de la reconstruction de la coopération scientifique et technique en Europe du Sud-Est et du projet MediaSpace de l'Agence spatiale européenne, qui vise à mettre en place une plateforme de services satellitaires bidirectionnelle pour la recherche et l'enseignement supérieur.

# Communication et information

Edifier des sociétés du savoir inclusives  
grâce à l'information et la communication

## ETATS ARABES

### ■ Les TIC au service du renforcement des capacités dans l'enseignement supérieur en Libye

Conçu par l'UNESCO, ce projet aide le Comité populaire général libyen de l'enseignement supérieur à améliorer l'enseignement supérieur grâce aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce projet quinquennal est entièrement financé par le gouvernement libyen.

Le projet est fondé sur la conviction que les TIC peuvent jouer un rôle majeur pour atteindre les buts de l'éducation. Étant donné que ces technologies permettent une plus grande flexibilité et offrent de nouvelles plates-formes éducatives, elles peuvent faciliter l'interactivité des apprenants et la connectivité aux individus et aux ressources d'apprentissage de différentes régions du monde.



Le principal objectif est de doter tous les campus universitaires de Libye de réseaux locaux (LAN) et de les interconnecter pour créer un réseau national (WAN). En outre, chaque université bénéficiera d'un centre de données centralisées et des applications essentielles des TIC (tels que: courriel, serveurs Internet), de l'équipement et des logiciels multimédia, ainsi que des services de renforcement des capacités. Chacune pourra, également, accéder aux bibliothèques vidéo à la demande et à d'autres matériels éducatifs. Enfin, le projet vise à fournir des éléments de base pour concevoir des programmes d'enseignement modernes en ligne, créer et maintenir

des collections d'informations produites localement et mettre en place une bibliothèque numérique complète qui comprendra, par exemple, des abonnements aux contenus numériques internationaux.

## SITUATIONS DE POST-CONFLIT et D'URGENCE

### ■ Un code d'éthique pour l'Iraq

Dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUMD)/Fonds d'affectation spéciale pour l'Iraq (ITF), un Mécanisme des fonds internationaux pour la reconstruction de l'Iraq (IRFFI) a été établi. Ces fonds multi-donateurs participent à l'approvisionnement du projet pilote de l'ONU Constitution II.

Avec l'Equipe de pays des Nations Unies pour l'Iraq, l'UNESCO soutient le processus de révision constitutionnelle dans le cadre de l'IRFFI. Elle aide également le gouvernement iraquien et les médias irakiens à définir un cadre réglementaire et à déterminer une politique nationale des médias et de la communication axée sur la promotion de la liberté d'expression, le respect de médias libres et durables et le libre accès à l'information conformément aux normes professionnelles internationalement reconnues.

### ■ Education civique et communication en Somalie

En partenariat avec les médias locaux, l'UNESCO a mené des activités très diverses en Somalie pour développer l'éducation civique. L'une des récentes initiatives mise en œuvre par l'UNESCO s'est traduite dans le projet d'éducation civique et de communication pour la paix, la démocratie et la protection des groupes vulnérables et marginalisés dans les situations d'urgence. Ce projet a été cofinancé par la Commission européenne et le gouvernement italien.

Cette initiative vise à monter un réseau de communication pour les situations d'urgence émanant du retour de populations déplacées,

# Communication et information

Edifier des sociétés du savoir inclusives  
grâce à l'information et la communication



marginalisées et vulnérables afin de satisfaire plus efficacement les besoins d'information des personnes déplacées dans leur pays, des rapatriés, des réfugiés, des femmes, des enfants, des institutions, des médias et des organisations de la société civile en général. Le projet tente également de sensibiliser les populations, aussi bien dans les zones urbaines que dans

## Programme international pour le développement de la communication

Le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) est un programme vital de renforcement des capacités conçu afin de promouvoir le développement durable, la démocratie et la bonne gouvernance en favorisant l'accès à l'information et au savoir ainsi que leur diffusion. Il bénéficie du soutien d'une grande majorité des donateurs bilatéraux et multilatéraux de l'UNESCO. Le PIDC concentre son action sur le renforcement des organisations locales de médias en vue d'étendre les possibilités offertes aux médias libres et pluralistes. Depuis sa création en 1980, le PIDC a soutenu plus de 1 100 projets de développement des médias dans 139 pays. Le programme constitue un mécanisme de coopération internationale unique en son genre dans le domaine de l'assistance multilatérale.

La présence de délégués des pays développés et des pays en développement à son Conseil d'administration est garant d'un processus de décision représentatif. Le financement multilatéral préserve l'intégrité et l'indépendance des médias des pays bénéficiaires.

les régions isolées, aux questions d'urgence et de réconciliation, entre autres celles qui concernent la santé (par exemple le VIH et sida), la traite d'êtres humains, l'éducation, l'accès à l'eau, l'assainissement et le soutien psychosocial.

L'amélioration de la qualité des médias somaliens afin d'assurer des services d'information professionnels et d'établir une plate-forme de communication des médias pour une diffusion efficace des nouvelles humanitaires, est l'un des résultats attendus. L'initiative a permis, à titre d'exemple, de produire et de diffuser des programmes radio-phoniques. En soutenant ces différents moyens de réforme de l'éducation civique, le projet contribue en définitive à renforcer la démocratie et la paix durable en Somalie.



## PROJETS GLOBAUX

### ■ Radio communautaire au Népal

Le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) joue depuis longtemps un rôle catalytique au Népal. Le programme a contribué à la mise en place de médias indépendants dans ce pays, qui en dépit de pressions considérables reste un des environnements de médias les plus dynamiques et innovants de la région.

Le PIDC a été un facteur clé dans l'établissement du premier média indépendant du pays, Radio Sagarmatha. Plusieurs années après, le programme a soutenu la création de la première radio

# Communication et information

Edifier des sociétés du savoir inclusives  
grâce à l'information et la communication

rurale sous licence, la radio communautaire Madanpokhara. Outre la promotion de l'autonomie locale et du développement communautaire, la radio aide aussi à surmonter la crise de l'éducation en concevant un programme éducatif à l'intention des élèves. Le PIDC a aussi fourni un soutien stratégique à Radio Lumbini, première station coopérative de la région, et à Radio Swargadwari, la première d'une série de stations de radio qui émettent maintenant dans la zone de conflit du pays.

## ■ Réseau Echange international de la liberté d'expression

Créé en 1992, le réseau Echange international de la liberté d'expression (IFEX) est un réseau mondial de 81 organisations qui œuvrent pour la liberté d'expression. Le réseau réunit aussi des professionnels des médias qui tentent de sensibiliser les autorités publiques et gouvernementales concernant la liberté de la presse et la protection des journalistes.

Le PIDC a joué un rôle crucial en fournissant un soutien initial à l'IFEX et a constamment épaulé le réseau dans ses efforts pour défendre le droit fondamental de l'être humain à la liberté d'expression. Le PIDC a aidé l'IFEX à élargir ses liens dans le monde en développement. Il a promu le réseau par le biais de son propre réseau de développement. De surcroît, le PIDC a contribué au financement de la coordination du projet, à la formation, à la rédaction et à la traduction du communiqué Alert Action du réseau, seule lettre d'information hebdomadaire dans le monde sur l'actualité des questions de liberté d'expression. Le Programme a également participé à la planification et à la coordination de la réunion générale de l'IFEX. Au fil des années, le PIDC a accordé un financement à six projets de l'IFEX, principalement axés sur la formation et soutenant des campagnes organisées en faveur de la liberté d'expression au Nigéria, au Tadjikistan et en Mongolie.



# L'UNESCO remercie ses donateurs et partenaires

Albanie Allemagne Andorre Arabie saoudite Australie Belgique Gouvernement flamand Brésil Canada Chili Chypre Danemark Emirats Arabes Unis Equateur Espagne Etats-Unis d'Amérique Fédération de Russie Finlande France Grèce Hongrie Inde Iraq Islande Italie Jamahiriya arabe libyenne Japon Luxembourg Malte Mexique Monaco Namibie Nigéria Norvège Nouvelle-Zélande Pays-Bas Portugal République de Corée République islamique d'Iran Chine République tchèque Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Saint-Marin Suède Suisse Uruguay Banque africaine de développement Agence Internationale de la Francophonie Programme du Golfe arabe pour les Organisations de développement des Nations Unies Ali S. O. Al-Kaabi (Abou Dhabi) Banque asiatique de développement Association des comités privés pour la sauvegarde de Venise Association Vocation Patrimoine CISCO System International Daimler-Chrysler Agence spatiale européenne Commission Européenne Felissimo Universal Corporation Fondation Ford Hewlett Packard Banque interaméricaine de développement International Management Group L'Oréal Fondation d'Entreprise Fondation Mac Arthur Maersk Oil Qatar Microsoft OPEP Fondation du Qatar pour l'éducation, la science et le développement communautaire Space Group (R.D. de Corée) Fondation Getty Al Habtoor Engineering Al Hikma Pharmaceuticals WICS OCDE GNUM PNUD PNUE FEM FNUH FNU/FNUPI FNUAP UNHCR UNICEF Nations Unies Banque Mondiale OMS ONUSIDA

## Contacts :

M. Akio ARATA

Chef de la Section des Sources de financement gouvernementales bilatérales

Tél : +33 (0) 1 45681414

Email : A.Arata@unesco.org

M. Shantha RETNASINGAM

Chef de la Section des Sources de financement multilatérales et privées

Tél : +33 (0) 1 45682279

Email : S.Retnasingam@unesco.org

Secteur des Relations extérieures et de la Coopération

Division de la coopération avec les sources de financement extrabudgétaires

UNESCO

7, Place de Fontenoy

75352 Paris 07 SP, France

www.unesco.org



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture